

Trita Parsi : la nouvelle et terrifiante doctrine sécuritaire d'Israël

Trita Parsi est le cofondateur et vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Suivez son excellent Substack : <https://tritaparsi.substack.com/> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour à tous. Aujourd'hui, nous recevons Trita Parsi, vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft, et aussi excellent analyste et auteur sur sa propre page Substack. J'ai mis un lien dans la description. D'ailleurs, c'est l'un de vos articles dont je veux parler avec vous aujourd'hui. Mais d'abord, permettez-moi de vous souhaiter à nouveau la bienvenue. Comment allez-vous ?

#Trita Parsi

Merci beaucoup. Je vous en suis vraiment reconnaissant.

#Glenn

Je vois que vous avez écrit un nouvel article, qui s'appuie sur un texte du général de division Tamir Heyman, à la tête de l'un des groupes de réflexion les plus influents d'Israël. J'ai effectivement eu l'occasion de lire l'article publié hier, et vous y avez ajouté vos propres commentaires. Là encore, il est question de la nouvelle doctrine de sécurité d'Israël, dont il affirme, dans son article, qu'elle est déjà en place. Comment évaluez-vous cela ? En quoi consiste cette nouvelle doctrine de sécurité israélienne, et pourquoi a-t-elle changé ?

#Trita Parsi

Je pense donc que c'est important, parce que j'ai clairement indiqué vers la fin de mon article — qui consiste surtout à résumer ce qu'il a écrit, puis à y ajouter quelques commentaires personnels — que, selon moi, ce n'est pas ce que Heyman préconise. En fait, il y a une certaine dose de scepticisme et de prudence. Mais cette prudence, il semble l'exprimer de manière très mesurée dans l'ensemble de son propos. Cela dit, je pense qu'il essaie de décrire ce qui est en train d'émerger

comme une nouvelle doctrine de sécurité, et il en expose certains principes. Certains ne surprendront peut-être pas les personnes qui suivent cela de très près, et qui ont déjà vu la direction que cela prenait. Mais je pense que le voir noir sur blanc, comme quelque chose qu'il faudrait adopter, reste tout de même assez stupéfiant.

Et puis, bien sûr, il y a là-dedans des principes qui sont absolument surprenants, vous savez. Peut-être que dans un an, ils ne le seraient plus. Mais à ce stade, par exemple son cinquième point, que j'ai placé en premier lorsque je l'ai commenté, dit essentiellement que les Israéliens considèrent les États-Unis comme une puissance en déclin et que, compte tenu des évolutions sociales et politiques, ils abandonneront bientôt Israël de toute façon. Cela signifie donc qu'Israël doit aller vers une plus grande autonomie, afin d'éviter ce qu'il appelle une dépendance excessive envers les États-Unis. Car cela expose Israël à l'influence d'un système de valeurs américain progressiste, incompatible avec le caractère juif d'Israël, écrit-il. Et encore une fois, je ne fais que décrire ce qu'il dit.

Il ne le préconise pas et ne l'affirme pas lui-même. Mais c'est là que, selon moi, sa conclusion est tellement tranchée qu'il écrit quelque chose auquel je ne me serais pas attendu dans une description de la doctrine israélienne actuelle. Il dit : « Rompre les liens avec les États-Unis est donc non seulement inévitable, mais essentiel à l'indépendance d'Israël et à la résilience de son identité nationale juive. » Donc, il dit que la nouvelle doctrine de sécurité qui est en train d'émerger — ou plutôt qu'elle est, selon lui, déjà essentiellement en place aujourd'hui — exige qu'Israël rompe ses relations avec les États-Unis. Parce que les États-Unis sont déjà une puissance en déclin, de toute façon, et parce qu'ils changent. Ils ne permettront pas, selon lui, à ce qu'il appelle le caractère juif, ou le caractère national, d'Israël de survivre.

Je ne pense pas que beaucoup de gens seraient surpris par certains éléments de tout cela. Le déclin relatif des États-Unis en tant que puissance, à mon avis, est une idée controversée. Mais elle l'est particulièrement lorsqu'elle vient d'Israël, ou de certains alliés qui dépendent des États-Unis. Dire qu'il faut davantage compter sur soi-même et éviter une dépendance excessive n'est peut-être pas controversé. Je défendrais cette idée presque partout, parce que je pense que cela tend à créer des relations déséquilibrées qui, au final, se retournent contre les deux parties.

Mais que ce soient les Israéliens qui le fassent, et qu'ils emploient le langage qu'il emploie, en disant qu'une rupture avec les États-Unis est inévitable, je pense que ça va bien plus loin que ce à quoi je m'attendais. Mais c'est ainsi qu'il l'a décrit. C'est, selon lui, la direction que prennent les choses. Et je pense que dire que ce serait un changement profond dans la politique mondiale, ce serait vraiment en dessous de la réalité. Rappelez-vous : il y a seulement quelques années, la plupart des Européens ne pensaient pas que la position des États-Unis sur Israël changerait un jour. Aujourd'hui, nous voyons ce changement se produire à une vitesse qui est vraiment difficile à saisir. Et cela ne se passe pas seulement à gauche. Cela se produit aussi à droite.

#Glenn

J'ai toujours supposé que, quand Israël reconnaîtrait que les États-Unis sont une puissance en déclin, il deviendrait moins militant, et non plus militant. La logique étant que, depuis les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, les Israéliens ont adopté une politique étrangère plus hostile, ou plus agressive, parce que, si vous avez derrière vous des États-Unis tout-puissants, dans un monde unipolaire, cette puissance hégémonique vous permet, vous savez, de ne faire aucune concession. Vous pouvez simplement fonder votre sécurité sur votre primauté dans la région, tout comme les États-Unis fondent la leur sur leur primauté dans le monde. Donc, j'ai supposé que, dès qu'il deviendrait évident que les États-Unis sont en déclin relatif — encore une fois, pas qu'ils sont en train de sombrer dans l'océan, il ne s'agit pas forcément d'un déclin absolu, mais simplement de l'émergence d'autres centres de pouvoir — Israël aurait alors intérêt à se tourner vers la diplomatie. Encore une fois, si demain vous allez vous retrouver dans une position plus faible qu'aujourd'hui, concluez un accord avec vos voisins. Absolument. Mais dans cet article, vous écrivez essentiellement qu'Israël considère désormais que la paix est impossible à atteindre au Moyen-Orient. Comment ça ?

#Trita Parsi

Donc, ce qu'il dit — et encore une fois, il essaie simplement de décrire la direction que prend Israël —, c'est que l'un des principes qui ressortent de tout cela est le suivant : premièrement, la primauté de l'identité juive sur la démocratie. Encore une fois, c'est ce que, vous savez, le Parti travailliste mettait en garde à l'époque, quand il essayait de vendre le processus de paix au public israélien, au début des années mille neuf cent quatre-vingt-dix. Il disait que la démocratie devait être... Pour préserver l'identité juive et préserver la démocratie, il fallait une solution à deux États. Sinon, il y aurait un État d'apartheid. Et c'est le langage qu'employaient eux-mêmes les dirigeants israéliens à l'époque.

Or, ce que dit le responsable du principal groupe de réflexion, ou de l'un des principaux groupes de réflexion en Israël, c'est que la doctrine émergente consiste à affirmer que l'identité juive prime sur la démocratie. Donc, l'un des arguments souvent avancés par les Israéliens, selon lequel Israël est la seule démocratie du Moyen-Orient, semble avoir une date d'expiration. Mais sur la question de la paix, ce qui est dit est très important. Il est écrit que la paix est un moyen, plutôt qu'une fin. Qu'un accord de paix véritablement significatif est impossible à atteindre au Moyen-Orient. Et que les accords de paix sont, de toute façon, transactionnels et temporaires. La paix n'est donc pas une valeur intrinsèque qui produit de la sécurité, mais un moyen d'atteindre d'autres objectifs politiques.

Et puis, il ajoute à cela un autre principe : le rejet de l'existence indépendante des États arabes. Il dit qu'Israël remet de plus en plus en question l'idée de départ selon laquelle la plupart des États arabes ne seraient pas de véritables États-nations, mais des regroupements de tribus et de groupes ethniques, sans histoire commune ni vision nationale fondatrice. Par conséquent, Israël considérerait que saper leur stabilité est un processus naturel, qu'il peut gérer plus efficacement que s'il devait faire face à des États-nations forts. Et là encore, cela rejoint largement ce que beaucoup disent depuis longtemps : Israël ne veut pas voir de démocratie dans les États arabes. Il ne veut pas voir d'États forts. Il veut maintenir le reste de la région dans la faiblesse. Mais cette idée va encore plus loin : elle affirme qu'il ne s'agit même pas d'États.

Ce ne sont qu'un assemblage, un mélange de tribus qui se font passer pour des États. Et maintenir dans l'instabilité ces tribus qui se font passer pour des États, c'est un processus tout à fait gérable. C'est une approbation explicite du maintien de l'instabilité dans le reste de la région, sous prétexte qu'il ne s'agit pas, au départ, d'États-nations. Ce ne sont pas de véritables États, au départ. Et cela fait partie de la manière dont Israël assure ensuite sa sécurité, atteint ses objectifs : en maintenant le reste de la région dans l'insécurité et l'instabilité. Encore une fois, c'est très important. Ce texte n'est pas écrit par un critique d'Israël. Il est écrit par le directeur de l'un des principaux groupes de réflexion en Israël, qui était lui-même auparavant un haut gradé de l'armée israélienne. Et il ne défend pas cette idée. Il exprime un certain degré de scepticisme et d'inquiétude à son sujet. Mais il affirme que c'est la doctrine qui est en train d'émerger.

#Glenn

Eh bien, la primauté de l'identité juive sur la démocratie, ça prend tout son sens maintenant. Comme vous l'avez dit, on ne peut pas être à la fois une démocratie et un État juif s'il n'y a qu'une solution à un seul État. Parce que comment cela fonctionnerait-il si les Juifs représentaient moins de la moitié de la population ? Comment peut-on avoir une démocratie tout en préservant l'identité juive ? Je pense que la seule option, alors, c'est l'apartheid, le nettoyage ethnique ou le génocide. Il n'y a pas beaucoup d'autres possibilités, si c'est ce qu'on veut. On ne peut pas avoir les deux.

Mais il est intéressant de voir qu'ils placent l'identité juive au-dessus de la démocratie. Car c'est l'une des choses qui éloignent Israël des États-Unis, aujourd'hui. Toute l'idée selon laquelle Israël serait la seule démocratie de la région semble s'éroder. Mais au-delà de ce déclin relatif, est-il déraisonnable, pour Israël, de considérer qu'il ne peut plus seulement partir du principe que les États-Unis sont une puissance en déclin ? Qu'ils ne sont pas non plus nécessairement un allié fiable ? Parce qu'on assiste à une critique massive et grandissante d'Israël, qui n'existait pas par le passé.

#Trita Parsi

Oui. Non, je pense qu'il est tout à fait normal qu'Israël voie ce que voit le reste du monde. Enfin, le reste du monde moins l'Europe, peut-être, devrais-je dire, puisque nous avons tendance à être d'accord là-dessus : les Européens auraient dû s'en rendre compte depuis longtemps. Et ils ne l'ont toujours pas complètement compris. Se rendre excessivement dépendant des États-Unis, ce n'est pas une décision intelligente. Et puis il ajoute, bien sûr, qu'au vu des changements qui ont lieu aux États-Unis, cette relation qui existait auparavant n'allait de toute façon pas survivre. Mais c'est la réponse qui vient après, n'est-ce pas ?

Donc, pour des gens comme nous, à Quincy, et je pense, Glenn, que vous partagez largement ce point de vue, quand nous disions que l'Europe devait veiller à pouvoir assurer sa propre sécurité et prendre une plus grande part du fardeau sécuritaire, c'était un argument en faveur d'un rééquilibrage de la relation entre les États-Unis et l'Europe. L'objectif était de garantir que l'Europe

ait suffisamment d'indépendance pour pouvoir suivre sa propre voie si nécessaire. Ce n'était pas un argument en faveur du militarisme en Europe. Ce n'était pas non plus un argument pour transformer les Européens en néoconservateurs, qui pensent devoir être constamment en guerre contre la Russie, ou contre qui que ce soit d'autre.

Et là encore, on a un scénario où l'on prend conscience, où l'on reconnaît clairement la réalité de la direction que prennent les États-Unis, de l'évolution de leur puissance relative. Mais la réponse, c'est la guerre, comme une réaction naturelle. Ce qu'il écrit, c'est : « La guerre comme état fondateur. La guerre est essentielle à la sécurité nationale et ne peut pas être remplacée par un état de paix. » Ce n'est pas la conclusion que, selon moi, la plupart des pays devraient tirer, ni celle qu'ils tireraient. C'est pourtant la voie qu'Israël a choisi d'emprunter. Je pense donc que la réponse à une réalité sur laquelle nous pouvons être d'accord est très, très différente de celle que beaucoup d'entre nous souhaiteraient voir Israël adopter, ou que nous souhaiterions voir n'importe quel pays adopter.

#Glenn

Oui, ce qui m'a aussi marqué, c'est cette priorité donnée à l'offensive plutôt qu'à la défense. Autrement dit, la sécurité, ce n'est pas la dissuasion ni la défense. C'est la prévention par l'attaque et les attaques surprises. Je veux dire, si chaque pays adoptait une telle doctrine de sécurité, ce serait la guerre totale, en permanence. C'est tout de même assez extraordinaire.

#Trita Parsi

Je veux dire, tout le droit international existe précisément pour empêcher cela. Pour garantir qu'il y ait des doctrines de légitime défense, des doctrines de proportionnalité, des doctrines définissant dans quels cas la légitime défense anticipée est autorisée. Cela étant, et en affirmant que la prévention n'est pas autorisée, il existe un certain degré d'action préventive qui pourrait être défendable, ou compatible avec le droit international, dans des circonstances précises. Mais la prévention, elle, est totalement incompatible avec le droit international. Or, ce qu'il dit désormais, c'est que la doctrine de sécurité israélienne fait explicitement de la prévention la première réponse en matière de sécurité pour Israël, et que tout ce qui repose sur la défense est, au fond, considéré comme inférieur.

Et comme vous l'avez souligné, si tous les pays adoptaient cela, nous serions en guerre totale en permanence. Et je pense que la question que les États occidentaux doivent maintenant se poser, et c'est ce que j'écris dans mon Substack, c'est que cette réalité n'est tout simplement pas compatible avec les intérêts des États-Unis ni de l'Occident. Elle fait d'Israël un pays qui n'est tout simplement pas compatible avec les intérêts des États-Unis ni de l'Occident. Et s'ils veulent malgré tout préserver cette relation avec un pays qui prend cette direction, qui cherche à faire accepter ce type de principes comme des formes légitimes d'action de l'État, alors l'Occident, et les États-Unis eux-mêmes, doivent subir une transformation qui les fasse devenir un pays qui considère la guerre comme un état permanent et souhaitable.

#Glenn

Oui, en fait, j'ai employé le mauvais mot. « Préventive », au sens de préemption, laisserait entendre qu'une attaque est imminente, et qu'on frappe donc le premier avant d'être frappé. Une guerre préventive, c'est plutôt ce que les États-Unis ont fait en Irak. C'est-à-dire qu'une crise ou une menace pourrait apparaître à l'avenir, alors éliminons-les dès aujourd'hui. Cela sort très largement du cadre du droit international. Absolument. J'aimerais maintenant me tourner un peu vers les autres guerres dans la région, qui, je suppose, alimentent ce genre de rhétorique guerrière, disons, délirante en Israël. Pas seulement la guerre entre les États-Unis et l'Iran, mais aussi la guerre qui oppose aujourd'hui les Saoudiens au Yémen.

Mais d'abord, comment percevez-vous l'intensification continue de la rhétorique entre les Iraniens et les Américains ? On observe aussi des mouvements de matériel militaire et de troupes. Là encore, vous suivez cela bien plus attentivement que moi. Voyez-vous des signes indiquant que nous pourrions, peu à peu, nous rapprocher d'une guerre totale entre les États-Unis et l'Iran ? Et si c'est le cas, pour approfondir cette question, à quoi cela ressemblerait-il ? Car les Iraniens continuent de nous avertir que, s'il y a une nouvelle attaque, ils s'affranchiront de davantage de contraintes. Ils seront prêts à monter encore plus haut dans l'escalade.

#Trita Parsi

Je n'ai vu, au cours de la dernière semaine, aucun signe qui me permette d'être plus rassuré : cette accalmie est-elle vraiment le prélude à une désescalade, ou simplement le calme avant la tempête ? La chose la plus optimiste que j'aie entendue au sujet des négociations, c'est qu'elles n'ont pas échoué. Et pour moi, ce n'est pas suffisant, pour une raison très simple. Dans des circonstances normales, cela pourrait peut-être être un bon signe en soi. Mais dans les circonstances actuelles, il faut reconnaître que, du côté américain, Trump préférerait qu'aucune guerre n'éclate avant les élections de mi-mandat, pour des raisons évidentes.

Le fait d'avoir des discussions en cours, qui n'aboutissent à rien mais qui continuent malgré tout, peut servir à créer une sorte de tampon. Cela rend plus difficile, pour les Iraniens, de lancer des frappes préventives contre les États-Unis, s'ils pensent que Trump attend simplement que les élections de mi-mandat soient passées avant d'engager une forte escalade. Les Iraniens ont déclaré qu'ils pourraient prévenir une telle attaque. Du point de vue des États-Unis, ce serait très problématique si cette action préventive avait lieu avant les élections de mi-mandat. Donc, si des discussions ont lieu, même si elles n'aboutissent à rien, mais qu'on les poursuit en quelque sorte, l'un des objectifs pourrait très bien être de rendre cette action préventive moins probable.

Donc, quand j'entends ce qui se dit au sein des négociations, eh bien, le meilleur signe, c'est qu'elles se poursuivent encore. Dans les circonstances actuelles, ça ne m'apprend rien. Ça ne me dit pas de manière convaincante que nous avançons vers une situation où le risque d'une escalade majeure a

diminué. Ajoutez à cela les signaux venant d'Israël. Les Israéliens chercheraient apparemment à obtenir le feu vert pour pouvoir eux-mêmes mener des frappes militaires directes avant leurs élections, qui auront lieu le vingt-sept octobre, soit environ une semaine avant les élections de mi-mandat. Et cela, en raison de l'effet que Netanyahu pense que cela pourrait avoir sur ses élections.

Comme vous le savez, il a déjà prolongé le carnage à Gaza. Il a rejeté des cessez-le-feu à de très nombreuses reprises, parce qu'il ne voulait pas que l'état de guerre prenne fin. Car la poursuite de ce qu'on appelle, à tort, une guerre lui a permis de rester au pouvoir et d'éviter de nouvelles élections. Le vingt-sept octobre est la dernière date à laquelle des élections peuvent avoir lieu. Il n'est plus possible de les repousser davantage. Mais s'il y a une nouvelle escalade avec les Iraniens, le calcul, du côté israélien — ou plutôt du côté de Netanyahu — est que cela pourrait l'aider à vaincre ses adversaires politiques. Et, par conséquent, on entend davantage de rumeurs selon lesquelles cette option pourrait être envisagée.

#Glenn

Outre le fait que...

#Trita Parsi

Par ailleurs, certains signaux venant des États-Unis laissent entendre que les États-Unis pourraient eux-mêmes lancer une attaque, sans attendre que les Iraniens ne prennent les devants. Car même si, dans l'idéal, les États-Unis préféreraient un troisième round après les élections de mi-mandat, le choix peut se résumer ainsi : soit les Iraniens vous devancent, soit vous les devancez. L'administration pourrait estimer que, au minimum, si les États-Unis frappent les premiers, ils donnent l'impression de maîtriser la situation. Ce serait moins problématique que de voir les Iraniens prendre les devants quelques jours avant les élections de mi-mandat, et mettre profondément Trump dans l'embarras.

#Glenn

Oui, eh bien, je comprends pourquoi les Iraniens pourraient vouloir prendre l'initiative ici. Parce que si les Israéliens comme les Américains laissent leurs élections dicter le calendrier de la guerre, ce n'est pas forcément quelque chose qu'on veut laisser à son adversaire. Que l'escalade puisse décider du moment où les hostilités reprendront. Mais, compte tenu de notre tendance à sous-estimer les Iraniens... eh bien, il semble effectivement que les Iraniens aient sous-estimé les Iraniens, quant à leur capacité à agir. Or, ils laissent maintenant entendre qu'ils pourraient aller plus loin dans l'escalade. Que pourraient faire les Iraniens différemment ? Je veux dire, oui, ils vont frapper ces bases américaines, mais beaucoup ont été détruites ou partiellement évacuées. Ils peuvent s'en prendre aux champs énergétiques. Quelles autres cartes les Iraniens ont-ils en main, selon vous ? Je veux dire, ils ne disent pas qu'ils sont obligés de jouer ces cartes.

#Trita Parsi

Oui. Tout dépend jusqu'où ils veulent aller dans l'escalade, à la fois verticalement et horizontalement. S'ils veulent aller, sur le plan horizontal, au-delà de ce qu'ils ont fait jusqu'ici, on pourrait voir les Iraniens commencer à tenter de frapper des navires en dehors du détroit, des navires qui l'auraient déjà traversé. L'objectif serait, en quelque sorte, d'élargir le théâtre des opérations et, bien sûr, d'augmenter le nombre de navires qu'ils frappent. On pourrait aussi voir une initiative comparable à ce qui s'est passé durant les deux premiers jours de la guerre, lorsque les Iraniens ont fermé le détroit de manière très spectaculaire. Pour l'instant, des navires continuent de passer. L'administration Trump en a beaucoup fait état. Et ce n'est pas sans importance. Mais il faut aussi reconnaître que des éléments de plus en plus nombreux semblent indiquer que beaucoup de ces navires qui passent versent en réalité de l'argent aux Iraniens.

Et c'est aussi en partie pour cela qu'ils laissent faire. Rien qu'au cours des derniers jours, on a vu qu'ils avaient intensifié leurs attaques. Je pense que c'est une façon de montrer qu'ils gardent le contrôle, et que ce sont eux qui décident quels navires passent et lesquels ne passent pas. On pourrait assister à une fermeture brutale de cette voie. On pourrait voir des frappes contre des bases américaines plus éloignées, en Jordanie et dans d'autres endroits qui n'ont pas encore été frappés. On les a même vus frapper l'Égypte, à une occasion. Je ne pense pas qu'ils le feraient facilement ni à la légère. Mais s'ils veulent montrer qu'ils peuvent encore redéfinir la géographie de cette guerre, et jusqu'à la nature même de cette guerre — ce qu'ils ont déjà fait, renforçant encore l'impression que les États-Unis ne contrôlent pas la guerre — je pense qu'ils ont encore des options pour y parvenir.

Ils pourraient s'en prendre aux infrastructures énergétiques. Mais ce serait une invitation majeure pour les États-Unis à frapper, à leur tour, les infrastructures iraniennes. La seule raison pour laquelle je pense que les États-Unis ne l'ont pas fait jusqu'ici, c'est la crainte que les Iraniens ne s'attaquent aux infrastructures énergétiques du Conseil de coopération du Golfe. Mais si l'Iran le fait déjà, alors les États-Unis pourraient estimer qu'ils n'ont pas le choix. Qu'il n'y a pas de coût supplémentaire à s'en prendre aux infrastructures énergétiques iraniennes. Donc, je doute qu'ils le fassent, sauf dans un scénario où ils pensent que les États-Unis vont de toute façon le faire. Mais même dans ce cas, je ne trouve pas que ce soit une décision particulièrement intelligente. Ou alors, s'ils font quelque chose de limité, juste avant les élections de mi-mandat.

Et ils le font pour avertir les États-Unis, pour signaler une nouvelle fois qu'ils sont prêts à riposter de la même manière si les États-Unis s'engagent dans cette voie, dans l'espoir que cela aura un effet dissuasif. Mais cela soulève plusieurs interrogations : est-ce que ce serait encore dissuasif après les élections de mi-mandat ? Car les Américains savent très bien que les Iraniens risquent de frapper les infrastructures énergétiques si les États-Unis frappent les infrastructures énergétiques iraniennes. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire de les convaincre davantage. Ce qui s'est produit du côté américain, c'est l'idée que les États-Unis peuvent peut-être supporter ce coût. Alors qu'avant les élections de mi-mandat, c'était un risque que les États-Unis n'étaient pas disposés à prendre.

#Glenn

Eh bien, quand on parle d'escalade horizontale, on fait de nouveau référence à un élargissement de la guerre. Selon vous, est-ce qu'ils chercheraient délibérément à entraîner davantage de pays dans ce conflit ? Je veux dire, la guerre entre l'Arabie saoudite et le Yémen a été, en grande partie, déclenchée par les Saoudiens, lorsqu'ils ont frappé l'aéroport de la capitale yéménite. Cela ne veut pas dire que l'Iran ne soutient pas cette situation avec enthousiasme, j'imagine. Mais malgré tout, les voyez-vous prêts à étendre le conflit à d'autres pays, en utilisant des milices irakiennes pour aller au Koweït ? Si les Saoudiens parviennent à convaincre les Syriens d'envoyer des troupes au Yémen, encourageraient-ils des milices irakiennes à se rendre en Syrie ? Comment évaluez-vous la possibilité d'un élargissement horizontal du conflit, ici ?

#Trita Parsi

Je vois qu'il y a d'énormes risques. Mais je pense que les Iraniens vont s'en tenir à ce qu'ils ont dit jusqu'ici : ils ne frapperont pas l'Arabie saoudite si celle-ci continue d'empêcher l'armée de l'air américaine d'utiliser son espace aérien pour attaquer l'Iran. Mais si cela change, alors oui, je pense que vous verrez des attaques contre l'Arabie saoudite. Je pense toutefois qu'ils essaient de s'en tenir à ce principe. Par conséquent, oui, vous verrez probablement des attaques contre le Koweït et Bahreïn, parce que ces États n'ont pas la marge de manœuvre nécessaire pour dire non aux États-Unis. Mais vous n'en verrez pas forcément contre d'autres États, s'il n'y a aucune preuve que leur territoire, leurs bases ou leur espace aérien ont été utilisés lors de ces attaques.

Ce que l'on pourrait voir, et ce serait clairement une escalade majeure sur le plan horizontal, ce serait l'apparition de preuves montrant que des bases à Chypre ou en Bulgarie sont utilisées. Les Iraniens ont été très clairs dans leurs avertissements à ce sujet. Il semble qu'ils aient la capacité d'atteindre ces bases. En revanche, peuvent-ils le faire avec suffisamment de précision, et ainsi de suite ? Je ne sais pas s'ils sont capables de les frapper tout en échappant aux nombreuses couches de défense aérienne qu'ils rencontreraient avant d'y parvenir. Encore une fois, ce n'est pas clair pour moi.

Mais je peux le comprendre, parce que je pense que, du côté iranien aussi, il y a une volonté d'éviter d'infliger davantage de dégâts aux États du Conseil de coopération du Golfe. S'ils peuvent plutôt étendre la guerre au-delà de cette région, c'est dans leur intérêt à ce stade, compte tenu des discussions diplomatiques en cours entre les Iraniens et les États du Conseil de coopération du Golfe sur ce qui se passera après la guerre. Et de la même manière que l'escalade des Houthis a compliqué les relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite, si les Iraniens recommencent à attaquer ces États, cela compliquera évidemment les choses. Mais encore une fois, si les Koweïtiens et les Bahreïnais ne peuvent pas empêcher les États-Unis d'utiliser leur espace aérien et leur territoire pour mener des attaques, les Iraniens les frapperont évidemment eux aussi. La question est la suivante : dans le cadre d'une nouvelle escalade sur le plan géographique, où pourraient-ils aller ensuite ?

#Glenn

Oui, enfin, c'est bien ça, le problème. La situation pourrait être imprévisible, mais les Iraniens semblent avoir plusieurs cartes à jouer. Mais un aspect de ce conflit — du conflit plus large dans la région, je veux dire celui qui oppose aujourd'hui les Saoudiens au Yémen — semble ne faire qu'empirer pour les Saoudiens. Je vois maintenant que les Houthis menacent de frapper à nouveau les champs pétrolifères d'Aramco, en Arabie saoudite. Et aujourd'hui, les Saoudiens ont frappé une... oui, ils ont frappé, je crois, une raffinerie, ou quelque chose dans ce genre, au Yémen. Là encore, vous le sauriez mieux que moi. Mais selon vous, vers quoi cela se dirige-t-il ? Parce que... cela devient presque plus important que ne semble l'être la question États-Unis-Iran. Pensez-vous que les Saoudiens pourraient réellement commencer à s'effondrer ? Car on entend aussi beaucoup parler, aujourd'hui, de tensions internes au sein de l'Arabie saoudite.

#Trita Parsi

Oui. Je n'en sais pas assez sur la situation intérieure en Arabie saoudite pour dire quoi que ce soit de vraiment pertinent là-dessus, Glenn. Mais permettez-moi de souligner deux ou trois points. D'abord, je pense qu'il est très important de rappeler que l'Arabie saoudite a commis une énorme erreur. Grâce à la normalisation entre l'Arabie saoudite et l'Iran, elle avait réussi à pacifier le Yémen. Elle pouvait se concentrer sur deux mille trente. Il y avait évidemment des défis majeurs. L'Iran posait un problème considérable. Mais au moins, les Saoudiens n'étaient pas de nouveau en guerre contre les Houthis. Ensuite, si j'ai bien compris, les Saoudiens ont vu les Iraniens envoyer des avions à Sanaa pour récupérer des responsables houthis, afin qu'ils assistent aux funérailles du défunt Guide suprême iranien, Khamenei. Ils y ont vu une tentative de briser le blocus. Ils ont alors frappé le Yémen, frappé l'aéroport sur place, tué des gens, et ont estimé qu'ils rétablissaient le blocus. Alors qu'en réalité, ils ont déclenché une guerre.

Et maintenant, on voit à quel point cette guerre s'est étendue au territoire saoudien. Et je pense que les Saoudiens sont très, très surpris. Ils n'avaient pas non plus anticipé les manœuvres importantes que les Houthis mèneraient à l'intérieur du Yémen. Je pense donc qu'il faut d'abord reconnaître qu'il n'était pas nécessaire d'en arriver là. Il y a eu une énorme erreur de calcul de la part de l'Arabie saoudite, qui a conduit à cette situation. Deuxièmement, concernant les Iraniens, cela explique en partie pourquoi ils semblent profondément confiants dans l'avenir. Et ce, contrairement au récit occidental selon lequel l'Iran serait sur le point de s'effondrer économiquement, et à tout ce que dit Bessent.

Ils pensent que, qu'il y ait un accord, ce sera bon pour eux, et que si la guerre se poursuit, leur position se renforcera en réalité. Parce que l'évolution de la situation régionale affaiblit la position des États-Unis et celle de leurs alliés. Cette guerre qui continue finira par donner à l'Iran une

position plus forte à la table des négociations, si nécessaire. S'ils reviennent à la table dans trois mois, leur position sera meilleure qu'aujourd'hui. Il suffit de voir où en sont les choses, en ce moment, entre l'Arabie saoudite et le Yémen.

Je pense que le danger, ici — et les Iraniens devraient aussi en avoir conscience, bien sûr —, c'est que la situation est très mouvante, très imprévisible. Elle nous entraîne sur un terrain où l'escalade risque de devenir incontrôlable. Tout ce dont nous avons parlé auparavant, sur ce que les Iraniens feraient pour réagir par une contre-escalade, s'inscrit malgré tout dans un contexte d'escalade très soigneusement calibrée des deux côtés, y compris du côté des États-Unis. Mais je pense que cette guerre nous fait entrer sur un terrain où les variables se multiplient et où le contrôle de ces variables s'affaiblit. Par conséquent, une escalade incontrôlable peut se produire. Dans ce scénario, vous perdez votre levier, parce que ce levier repose sur votre capacité à contrôler l'escalade.

#Glenn

Vous décrivez donc une escalade verticale et horizontale, avec, en plus, une perte progressive de contrôle sur l'escalade. Autrement dit, toutes les parties perdent le contrôle de la situation. Et comme cette guerre ne présente aucun scénario crédible qui permettrait de parler de succès — je parle à la fois de la guerre contre l'Iran et de la guerre entre l'Arabie saoudite et le Yémen —, il est probable que les États-Unis, les Iraniens et les Saoudiens, tous, souhaitent y mettre fin. Enfin, espérons-le. Une dernière question : comment voyez-vous la possibilité que la Chine contribue à cela ? Les États-Unis ont, en quelque sorte, dilapidé une partie de leur crédibilité dans cette affaire, et leur position n'est pas si forte. Mais j'imagine que si les Chinois pouvaient y mettre un terme, cela ne les dérangerait pas.

#Trita Parsi

Je pense que les Chinois, à ce stade, pourraient... Permettez-moi de le dire autrement. Tom Pickering et moi avons publié un article dans *Responsible Statecraft* la semaine dernière. Nous y soutenons que la Chine est le seul pays qui, à ce stade, puisse réellement intervenir et empêcher cela. Et nous avons expliqué pourquoi la situation se dégrade à un point tel que l'instinct chinois de rester à l'écart pourrait être dépassé par la prise de conscience que le coût de l'inaction est, en réalité, plus élevé que celui d'une intervention diplomatique. Lors de conversations ultérieures que nous avons eues, il nous est apparu très clairement qu'il existe bel et bien un effort chinois actif pour trouver des moyens de jouer un rôle.

Mais les Chinois ne vont pas s'impliquer à moins que les États-Unis les y invitent. Ils ne vont pas entrer dans ce dossier d'une manière qui réduirait fortement les chances de succès, ne ferait qu'ajouter au conflit et leur laisserait un mauvais bilan. Ils devront donc sentir qu'il y a une véritable volonté de la part des États-Unis. Et d'ailleurs, les Chinois n'ont pas besoin d'intervenir ouvertement. Ils peuvent faire beaucoup de choses en coulisses, ce qui pourrait être préférable du point de vue américain. Mais, personnellement, je pense que l'une des principales raisons pour lesquelles la Chine

est nécessaire dans cette affaire, c'est que Trump évolue dans une bulle de désinformation. Il croit à sa propre propagande.

Son administration, dans l'ensemble, croit à sa propre propagande. Ils se font une idée de la réalité qui n'existe pas, comme en janvier et février, quand on les a convaincus que la guerre ne durerait pas plus de quatre jours. Et nous voilà, huit ou neuf mois plus tard. Trump est de nouveau dans cet état d'esprit. Tous ces titres annonçant que le détroit est ouvert, que le pétrole circule à nouveau, que l'économie iranienne est sur le point de s'effondrer... dès qu'on gratte un peu sous la surface, tout s'écroule. Mais Trump semble sincèrement y croire. Et, à ce stade, je ne vois aucun signe que quelqu'un au sein de l'administration soit réellement capable de le contester.

Et je ne vois personne dans la région. Je ne pense pas que la relation entre MBS et Trump soit assez solide pour pouvoir le pousser à remettre cela en question. Pas plus que celle d'Erdogan ou de Poutine, d'ailleurs. Mais je pense que Xi est le seul dirigeant mondial qui pourrait vraiment amener Trump à se concentrer et à écouter. Cela ne veut pas dire qu'il serait immédiatement convaincu. Mais il pourrait lui insuffler juste un peu de doute, pour qu'il évolue, lentement mais sûrement, vers une évaluation plus réaliste de ce qui se passe réellement. Qu'il ajuste en conséquence sa position et ses exigences de négociation. Et il ne s'agirait pas de renoncer, ni de céder, rien de tout cela. Simplement d'avoir une position de négociation qui garde un minimum de rapport avec la réalité.

#Glenn

Oui, ce décalage avec la réalité devient un thème central. Je l'ai même vu s'engager maintenant sur la guerre, la guerre en Ukraine. Il disait : « Oh, nous avons un accord de cessez-le-feu sur l'énergie. » Et, vous savez, les Ukrainiens comme les Russes ne savent sincèrement pas de quoi il parle. Et quand un journaliste lui a demandé : « Qu'est-ce que vous voulez dire ? Ils disent qu'il n'y a pas d'accord. » Il a répondu : « C'est un accord parce que je dis que c'est un accord. » Enfin, qu'est-ce que c'est que ça ? Entendre ça de la part du président américain... Je crois que je disais des choses comme ça quand j'étais en colère, à cinq ans. C'est très étrange d'entendre ça venant du président des États-Unis. J'ajoute une dernière question. Encore une fois, la Chine, oui, je suis d'accord. Il semble que ce soit le pays-État le plus, enfin, le mieux placé pour servir de médiateur dans tout ça.

Mais bien sûr, les États-Unis ne cessent de souligner qu'une grande partie de cette guerre en Iran vise aussi à affaiblir les Chinois, à couper leurs approvisionnements, leur accès à l'énergie, tout cela. À l'inverse, si les États-Unis échouaient en Iran, on assisterait, en substance, à un basculement de l'ordre régional. Et cela pourrait finir par donner beaucoup d'influence aux Chinois. Car cette guerre entre l'Iran et les États-Unis porte en grande partie sur la façon de façonner l'ordre régional, qui façonne ensuite aussi l'ordre mondial. Quelles sont les considérations du côté américain ? Jusqu'à quel point ne voudraient-ils pas tenir les Chinois à l'écart de tout cela ? Je pense que c'est un argument valable. Mais je doute que les Chinois interviennent militairement dans la région à la suite d'un effort de médiation.

#Trita Parsi

Les Chinois ont été très intelligents. Ils n'ont pas sillonné le monde en construisant sept cent cinquante bases militaires comme infrastructure centrale de leur influence mondiale. Ce n'est pas sur cela qu'ils comptent. Ils sont assez intelligents pour comprendre qu'avoir des bases, ou une hégémonie militaire dans la région, apporte bien plus de problèmes que d'avantages. C'est ma position, et je m'y tiens. Je ne souhaiterais pas une hégémonie militaire au Moyen-Orient, même à mon pire ennemi. Je ne vois absolument pas pourquoi les gens trouvent ça attrayant. Et je ne pense pas que les Chinois soient assez stupides pour se lancer là-dedans. Je sais qu'il y a eu des inquiétudes, par exemple, durant les premières années de l'administration Biden. Désolé, il y avait cette... J'ai perdu ma voix.

Il y avait cette revue du dispositif des forces que menait le secrétaire Austin. Et le projet initial, ou l'une de ses premières versions, prévoyait en réalité que les États-Unis quittent dix-sept bases sur dix-neuf. C'était avant le sept octobre. Si cela n'est pas devenu la version finale, et si, au final, ce document n'a rien donné — franchement, rien n'a changé —, c'est à cause d'un argument : la compétition avec la Chine ne se jouerait pas en mer de Chine méridionale. Elle se jouerait partout dans le monde, y compris au Moyen-Orient. Et donc, partout où vous vous retireriez, cela créerait un vide que les Chinois combleraient.

C'est une logique qui, vous savez, peut avoir du sens sur le papier, mais dont la réalité au Moyen-Orient est, là encore, très discutable. Car elle suppose que la Chine souhaite aller dans cette direction, et nous n'en avons vu aucune preuve. Et je doute qu'on en voie à ce stade. Je veux dire, après avoir vu ce que dix-neuf bases américaines — ou plutôt dix-sept — dans la région ont réussi à accomplir, pourquoi quelqu'un voudrait-il reconstruire cela ? Les États-Unis eux-mêmes ne sont probablement pas disposés à reconstruire ces bases. Alors, pourquoi les Chinois le feraient-ils ? Les Chinois vont-ils accroître leur influence ? Oui. À ce stade, c'est inévitable. C'est la conséquence du fait que les États-Unis élaborent des plans de guerre à partir de perceptions totalement fausses, de prémisses erronées, et qu'ils échouent.

Le génie est sorti de la lampe. À ce stade, on ne peut pas revenir en arrière. La question, c'est : qu'est-ce qu'on peut encore sauver ? Et d'ailleurs, si les Chinois avaient vraiment voulu mettre les États-Unis en difficulté, ils auraient pu pousser à une médiation, ou à d'autres formes d'intervention, il y a bien longtemps. Pas seulement en Iran, mais aussi en Ukraine. Les Chinois n'ont pas cherché à faire ça. À Gaza, les occasions ne manquaient pas de le faire, et de vraiment saper les États-Unis, compte tenu du rôle que les États-Unis jouaient dans tout cela. Mais on n'a pas vu les Chinois le faire. Et au grand regret de certaines personnes ou de certains pays, qui voulaient justement voir les Chinois jouer un rôle beaucoup plus important, ils ne l'ont pas fait.

#Glenn

Oui, c'est un bon point. Enfin, je ne parlais pas du défi militaire. Je pensais plutôt à l'influence économique, au fait de pouvoir s'implanter, parce que les États-Unis peuvent évidemment utiliser leur rôle de garant de la sécurité pour obtenir une position économique très privilégiée. Cela dit, j'ai eu la même impression de la part de la Chine. Dans l'ensemble, ils ne veulent tout simplement pas se retrouver enfermés dans une forme de rivalité stratégique avec les États-Unis, où ceux-ci se disent : « Si nous lâchons prise quelque part, les Chinois vont s'y engouffrer. » Ce genre de compétition sécuritaire ne sert pas les intérêts de la sécurité. Je pense que c'est ce qui ressort du côté chinois.

#Trita Parsi

Absolument. Et encore une fois, pour rebondir sur votre remarque, l'influence économique chinoise va continuer. Elle va grandir, parce que les États-Unis ne sont plus le garant de la sécurité dans la région. C'est tout simplement la réalité. Il faudra du temps avant que les gens l'intègrent pleinement. Il faudra du temps avant que certaines de ces infrastructures soient remplacées par autre chose. Et il faudra du temps avant que la réalité officielle change. La réalité officieuse, elle, a déjà changé. Mais je ne vois aucun scénario dans lequel les États-Unis reviennent au rôle qu'ils jouaient avant le vingt-huit février de cette année. Je ne pense pas qu'il y ait de retour en arrière. Franchement, je pense que beaucoup de personnes, au sein de l'administration et au-delà, y verront peut-être une évolution limitée et regrettable, mais malgré tout, une lueur d'espoir dans tout cela.

#Glenn

Merci beaucoup d'avoir pris le temps. J'apprécie toujours vos analyses. Et oui, pour nos auditeurs, n'hésitez pas à consulter le Substack de Trita Parsi, dont le lien se trouve dans la description. Merci encore.

#Trita Parsi

Merci beaucoup de m'avoir invité.

#Trita Parsi

Je vous en remercie vraiment.